

LA DÉMISSION DU VICE-AMIRAL CHARLES THOMAS au printemps dernier a révélé aux Canadiens et Canadiennes ce que quelques initiés aux questions de défense redoutaient depuis des mois. Ottawa s'attalait de nouveau à la redéfinition de sa politique de défense – moment douloureux pour ses premières victimes, à savoir les personnes qui ont choisi de faire carrière dans les forces canadiennes.

L'affaire n'est guère plus rassurante pour le reste de la population. En juin 1991, la Guerre froide étant bel et bien révolue, le gouvernement réclame son tribut de paix. Que les trois armes subissent des compressions budgétaires comparables ou, comme l'amiral Thomas le fait valoir, que la marine et l'armée de l'air survivent au détriment de l'armée de terre, le gouvernement entend trancher dans le vif pour réaliser des économies. L'armée de terre, notamment, pourrait perdre son savoir-faire dans la guerre blindée et dans l'artillerie moderne. Où se servirait-on, d'ailleurs, de ce savoir-faire et du matériel coûteux qu'il suppose ? Où utiliserait-on les frégates de patrouille ou les CF-18 ?

La réponse, bien entendu, est que nous n'en savons rien. Savoir prévoir est un atout majeur en matière de politique de défense et un atout qu'on possède rarement, comme les auteurs du projet de Perrin Beatty l'ont découvert. Le Livre blanc de la défense de 1987 assurait aux Canadiens que nous tiendrions encore la dragée haute au Pacte de Varsovie et à ses énormes armées de blindés bien après l'an 2 000, et que le pays avait désespérément besoin de sous-marins à propulsion nucléaire pour participer à l'avenir à la chasse à d'éventuels «*Octobre rouge*» ennemis. En 1989 déjà, ces affirmations étaient reléguées aux oubliettes. En revanche, en juin 1990, quelqu'un a-t-il prédit qu'un quart de l'armée camperait tout l'été aux abords de Montréal ou que des navires et des CF-18 canadiens seraient engagés dans un conflit armé dans le golfe Persique ?

AVEC UNE CONTINUITÉ VRAIMENT IMPRESSIONNANTE, ceux qui définissent la politique de défense du Canada se fourvoient. Ceux de 1987 peuvent aussi se consoler en découvrant l'incroyable manque de clairvoyance de leurs prédécesseurs. En 1949, le très intelligent Brooke Claxton affirmait que le rôle le plus probable des défenseurs du Canada serait d'assurer la défense du territoire national. L'armée a donc été rééquipée pour repousser les incursions soviétiques dans notre Arctique. Quelques mois plus tard, nous envoyions des bâtiments de guerre et des troupes en Corée. En 1951, nous expédiions déjà en Europe des soldats, des escadrilles de chasse et toutes les armes que nous pouvions pour défendre le vieux continent. La défense territoriale est si vite apparue inutile que le pays a même accepté de se départir de ses milices. Dans son Livre blanc de 1964, Paul Hellyer donnait la priorité au maintien de la paix. Huit ans plus tard, Donald MacDonald la classait au dernier rang de nos soucis.

Si nous remontons plus loin dans le passé, leurs prédécesseurs n'étaient pas plus malins. Jusqu'à la fin août 1939, personne n'avait prévu que le Canada entrerait en guerre pour sauver la Pologne et seul J.W. Dafoe de Winnipeg osait laisser entendre que ce serait peut-être une bonne chose. En juillet 1914, le *Globe* de Toronto mettait Ottawa en demeure de veiller à nous

défendre ... contre des maladies contagieuses «infiltrées» des États-Unis. Trois semaines plus tard, la Grande Guerre éclatait. Pour être juste, disons que des officiers de l'état-major du ministère de la Milice avaient un ordre de mobilisation dans leur habituelle pile de plans. Sam Hughes, leur redoutable ministre, l'a déchiré pour suivre son propre instinct débridé.

Il y a plus important que de mal prévoir. En effet, les Canadiens et Canadiennes n'ont jamais fait les frais de ces erreurs de jugement. Depuis 1814, leur pays n'a pas été envahi, pillé ni même gravement menacé. Nous n'avons ni Pearl Harbour, ni Rotterdam, ni guerre éclair gravés dans notre subconscient collectif. Le paradoxe affreux pour ceux d'entre nous qui croient dur comme fer à l'état de préparation, c'est que nos adversaires ont raison de se moquer de nous. Les politiques de défense du Canada, aussi politisées et terribles soient-elles, se sont avérées brillantes. Même lorsque nous nous sommes battus en 1914, 1939 et 1950, ce sont nos alliés qui ont supporté le poids de la bataille le temps que nous recrutions, instruisions et équipions nos forces. Nous faisons porter le chapeau aux Britanniques pour Hong Kong ou Dieppe.

L'AVENIR SE BÂTIT SUR LE PASSÉ, MAIS NE LUI RESSEMBLE pas forcément. Le monde de l'après-guerre froide est déjà plus complexe pour le Canada que ne l'était le monde bipolaire de 1987. Faire des États-Unis l'arbitre tout-puissant de la paix mondiale, c'est refuser de voir les limites profondes du pouvoir économique et militaire américain. Dire que l'URSS n'est plus une grande puissance revient à se voiler la face.

Finie la confrontation prudemment gérée entre les deux superpuissances entourées de leurs alliés respectifs. Nous vivons maintenant dans un monde multipolaire. Le Moyen-Orient n'est plus le vainqueur incontesté des paris d'instabilité. Nous sommes désormais confrontés à une multitude de conflits réels ou potentiels des frontières troublées de l'URSS aux Balkans, de la Corne de l'Afrique aux pays agités de l'Asie du Sud-Est.

C'est important pour un Canada qui dépend fondamentalement du commerce mondial pour assurer son niveau de vie. C'est important aussi pour les habitants d'un pays de plus en plus multiculturel, dont les rangs sont gonflés par des réfugiés venus de toutes les contrées troublées de la planète. Loin d'oublier leur patrie d'origine, ces gens attendent de leur pays d'adoption qu'il intervienne. Après tout, n'est-ce pas par loyauté envers la Grande-Bretagne que les Canadiens ont pris part aux deux Guerres mondiales ? Si le reste du monde

importe vraiment peu aux Canadiens, pourquoi sont-ils allés dans le Golfe ?

Les Canadiens et Canadiennes sont également confrontés à l'affreuse perspective de conflits intérieurs, à de nouveaux «Oka» promis par les Premières nations du Canada et à la vague possibilité de troubles civils si la Confédération vole en éclats. Bien que la population canadienne rejette quasi unanimement l'idée de l'emploi de la force, il y a suffisamment d'intransigeance dans les attitudes nationales pour que des explosions soient fort malheureusement possibles. Comme l'été dernier l'a révélé, l'armée canadienne représente un dernier recours rapidement mobilisable.

Bâtir des scénarios précis est un jeu de dupes. Un pays dans lequel on s'assure plus que nulle part ailleurs devrait comprendre qu'on ne paie pas de primes unique-

SAVOIR PRÉVOIR

*Ceux et celles qui
décident de la politique
de défense du Canada
semblent faire preuve de
manque de perspicacité.*

PAR
DESMOND
MORTON

*Les politiques de défense du Canada,
aussi politisées et terribles soient-elles,
se sont avérées brillantes.*